

JUBILÉ d'OR de «Al-Bassir»

ALEXANDRIE EN 1897

par S.E. Moustapha Fahmy Pacha

Architecte

Directeur Général de la Municipalité



ÉDITION DU

JOURNAL du COMMERCE et de la MARINE

B.P. 813 - ALEXANDRIE

À l'occasion de son cinquantenaire, notre confrère de langue arabe "Al Bassir" (L'Observateur) que dirigent avec une haute compétence nos amis Charles et Maurice Schemeil, a publié un "Livre d'Or".

*De l'abondante matière insérée dans cette luxueuse brochure, nous extrayons et traduisons un article dû à la plume de **S.E. Moustapha Fahmy pacha**, architecte et directeur général de la Municipalité d'Alexandrie.*

Nos lecteurs le liront avec intérêt, et nous saisissons l'occasion pour réitérer à notre confrère nos vœux de croissante prospérité.

ALEXANDRIE EN 1897

L'ESPRIT ALEXANDRIN

L'Histoire, — la grande, comme la petite — fut toujours une source d'enseignement, donc de sagesse. L'histoire d'Alexandrie, que nul écrivain n'a encore osé entreprendre tant cette Ville est riche de souvenirs et variée en ses diverses époques, attend son mémorialiste. Il devra non seulement avoir du génie, mais aussi l'Esprit Alexandrin, cette tournure d'esprit qui est demeurée si vivacement la même à travers les siècles, malgré le flux des invasions et qui est due, sans doute, à son climat, aux influences occultes de son parallèle, à son ciel limpide où brille la « Chevelure de Bérénice ». L'Histoire d'Alexandrie, dans la diversité des souvenirs qu'elle éveille,

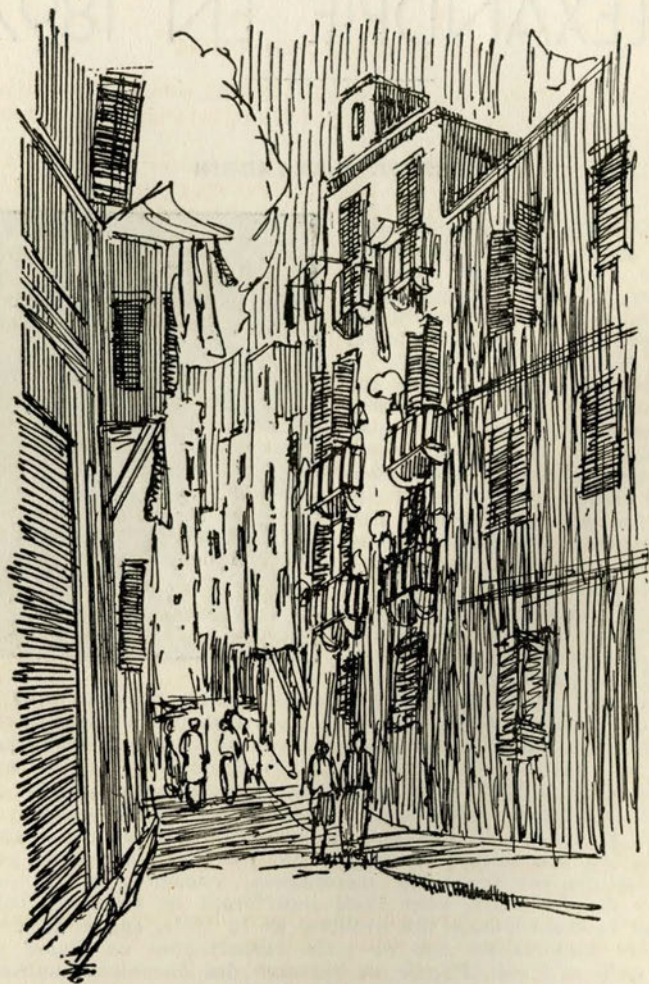


accuse cette particularité que plus elle semble changer, plus elle demeure foncièrement la même. Je n'étayerai pas d'exemples cette constatation, car je ne compte point remonter jusqu'à l'Antiquité, mais tout juste à un demi-siècle, à l'Alexandrie de la génération passée, celle de 1897, pour vous fixer l'époque même dont les problèmes éditaires sustentèrent « Al-Bassir » à sa naissance.

Si la célèbre Bibliothèque d'Alexandrie n'avait pas disparu par le feu, elle aurait été rongée par les vers, vendue au poids ou volatilisée par des mains mercenaires, comme cela se passe encore de nos jours, sous l'oeil indifférent de ceux qui ont à charge la conservation des archives de la Ville, car nous vivons une ère matérialiste peu ou prou respectueuse du Passé ; si bien qu'il m'a été difficile de retracer des documents authentiques complets et je réclame votre indulgence.

Heureusement que, comme je vous le disais, l'Esprit Alexandrin demeure et qu'il en est des histoires municipales, comme de l'Histoire tout court : plus elle semble changer et plus elle se

répète. Mieux encore à l'avantage des mémorialistes égyptiens : le système administratif gouvernemental s'est tellement compliqué, — pour ne pas avouer son état de complexité —, que les excellentes initiatives vitales, prises par nos Ediles, il y a 50 ans, demeurèrent de ce fait paralysées, momifiées, et qu'elles continuent à être des problèmes à résoudre par notre génération.



Vue d'une artère de la ville qui était importante à l'époque mais contraste avec nos spacieux boulevards actuels.

Périodiquement, à chaque décade, le Conseil Municipal dépouille d'anciens projets, les ré-examine, les re-discute dans les mêmes termes, pour les re-classer avec l'étiquette classique : « Manque de Crédits ». Cercle vicieux, en d'autres termes on tourne à vide. C'est ce que je vais vous démontrer par quelques exemples de fréquence en relevant la grandeur de l'époque de nos pères.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Sur les 320.000 Alexandrins de 1897, on comptait 50.000 européens, soit près du sixième. Aujourd'hui, la population a exactement triplé.

Le nouvel an à peine éclos, soit le 2 janvier 1897 à 4 h. 15 p.m., se réunissait la Commission Municipale pour discuter le « Rapport du Projet de Budget ordinaire et d'assainissement » présenté par son Comité Financier : Recettes et Dépenses s'équilibraient : L.E. 102.750 seulement. A 7 h. 30 p.m. l'ensemble des propositions était « adopté à l'unanimité » et 11 jours après, — ô merveille ! —, soit le 13 janvier, le Ministre de l'Intérieur, par dépêche s'il vous plaît, le ratifiait purement et simplement sans commentaires vexatoires.

A cette époque, un des plus éminents hommes d'Etat dont l'Egypte s'enorgueillit, était au Pouvoir, détenant le portefeuille du Ministère de l'Intérieur et la Présidence du Conseil, j'ai nommé mon homonyme : Moustapha Fahmy Pacha. Il avait déjà été Président du Conseil de 1891 à 1893, et l'était redevenu de 1895 à 1908. Il détint au Pouvoir, le record de durée et de succès et je m'incline profondément devant son génie, comme aussi devant la mémoire de sa très regrettée fille, la Grande Dame, dans toute l'acceptation du terme, que fût Safia Hanem Zaghloul Pacha.

J'ajouterai qu'à cette même époque, un brillant argentier détenant le portefeuille du Ministère des Finances: Ahmed Mazloum Pacha et, qu'au titre d'Alexandrin, connaissant les besoins de sa Ville, il lui offrait son meilleur appui. Cet appui était quand même comme aujourd'hui, entâché d'un esprit de « fonctionnarisme » qui paralyse la promptitude que les administrations doivent apporter dans leurs fonctions. A cet effet, je vous citerai l'exemple que voici : Un égoût principal vint à s'effondrer. Sa réparation devait coûter une centaine de livres. Le principe de l'adjudication prescrite par le code financier devait entraîner une perte de temps et tout retard dans sa réparation aurait été préjudiciable à la santé publique. Cet égoût demeura ouvert 50 jours. La Presse, en chœur, cria au scandale. Le Conseiller Abani Bey déclara :

— « Il s'en dégage continuellement des odeurs pestilentielles des plus nuisibles à la santé publique ».

Ahmed Yehia Pacha renchérisait :

— « Les fièvres qui sévissent en Ville sont dues à cette négligence ».

Le Dr. Schiess Pacha, fondateur et directeur de l'Hôpital du Gouvernement, chercha à calmer les esprits :

— « Les gaz qui émanent de cette bouche d'égoût peuvent être désagréables à l'odorat, mais ils n'engendrent pas des fièvres. Que l'Inspecteur Sanitaire prenne d'urgence ses mesures sans attendre la décision de la Commission. »

Et Nadouri Pacha d'ajouter :

— « ...et sans attendre l'examen du Comité d'Hygiène. Il importe de parer le mal sur le champ et que rien n'empêche cette action. »

Et le crédit ? Eternelle question ! !

Mr. Emmanuel A. Benachi déclara avec bon sens :

— « Ce sont les Membres de la Commission et non pas le Contrôlé de la Comptabilité qui ont à veiller aux intérêts de la Ville. On ne peut tolérer que la population soit exposée aux maladies que peut provoquer le maintien d'un égoût ouvert à ciel ouvert, à seule fin de respecter les règles comptables. Je propose de charger l'administration de procéder dès demain en régie à la réfection de cet égoût ».

Le Président estima « absolument justifiée l'observation de M. Emmanuel Benachi » et l'en remercia. Il ajoutait :

— « Il ne saurait être question, pour moi, d'agir seul, pour être ensuite exposé aux critiques. Il est juste que la Commission assume elle, aussi, sa part dans les responsabilités à encourir ».

Et la proposition de M. Benachi fut adoptée à l'unanimité.

Où sont les neiges d'antan ?

L'histoire n'est pas finie. Ahmed Mazloum Pacha, Ministre des Finances, écrivait à son collègue de l'Intérieur le 13 juin 1897 : « La Municipalité a engagé et effectué une dépense qui n'avait pas été comprise dans les prévisions de son budget. Procédé on ne peut plus irrégulier et qui est condamné par le Code Financier (Chapitre 1, Article 9). L'Administration Municipale aurait donc dû, avant d'engager une dépense quelconque au delà de la somme prévue pour chaque article ou rubrique de son budget, se prémunir de l'approbation de la Commission Municipale et du Ministre de l'Intérieur ».

La Commission Municipale, profondément consciente de son devoir, avait violé le Code Financier meurtrier puisqu'il s'agissait, avant toute autre considération, de sauvegarder la santé publique.

Où sont les neiges d'antan ?

Le Directeur Général lui-même, Joseph Chakour Bey (Pacha) à qui nous devons les assises solides de cette Municipalité, — la première institution du genre créée en Egypte —, avait été, avant sa nomination à la Direction Générale, un des Conseillers les plus intelligents et les plus expérimentés du Département Financier de l'Etat. Si bien que, les occupations du Gouverneur étant si nombreuses qu'elles ne lui permettaient pas de

consacrer assez de temps aux affaires éditaires, le Président du Conseil, avec son sens admirable de l'administration publique, chargea Chakour Pacha de remplir, en même temps, les attributions municipales du Gouverneur, et de remplacer celui-ci à la Présidence de la Commission le tenant responsable, tant vis-à-vis de l'Etat que vis-à-vis de l'Assemblée Municipale Législative, de l'exécution des décisions de celle-ci.

Non seulement Chakour Pacha était depuis cinq ans Directeur Général et Président, mais il occupa cumulativement ces fonctions jusqu'en 1902, dirigeant ainsi toutes les affaires de la Ville durant douze ans, ce qui lui permit, durant cette période de temps, non seulement de projeter, mais d'exécuter. La stabilité, comme vous le constatez, était une des qualités marquantes de cette époque.

Où sont les neiges d'antan ?

Les plus hautes personnalités de la Ville faisaient partie du Conseil Municipal. Leurs noms figurent tous, immortellement, à ces tableaux d'honneur que sont les plaques dénominatrices de nos rues : Ambroise Ralli était le Vice-Président de la Commission ; Mohamed Said Bey (Pacha) devint, par la suite en 1910 et en 1919, Président du Conseil des Ministres ; Ahmed Yehia Bey (Pacha), engendra une lignée de parfaits Conseillers : son fils Emine Yehia Pacha, et son petit-fils S.E. Aly Yehia Pacha lui succédant au divan municipal ; Soliman Bey Abani a, actuellement, ses trois neveux et un arrière-neveu fonctionnaires municipaux. Nous frayons journellement avec les descendants de ces éminents Conseillers dont tous les noms vous sont familiers : Emmanuel Benachi, Paul Fenderl, Hussein Bey Riaz, Abraham Tilche, J. Borchgrevinck le Procureur Général, Albert Padoda Bey, l'Avocat-Conseil du Contentieux de l'Etat, Mohamed El-Nadouri Pacha, Sydney Carver, Alfred Caillard, Ahmed Bey Ayoub, Emmanuel Stross, D. Tambacopoulo, F. Diab, Georges Zouro, Abdel Moneim Bey El Dalil, Dr. Schiess Bey (Pacha), Joseph Michalla Bey (Pacha) le Sous-Directeur des Douanes, G. Stagni, F. Ott, G. Franger, Oscar Rothacker et Péricles Glyménopoulo, tous des hommes de bien qui se consacrèrent au service de la communauté citoyenne.

Ici, il me plaît de relever un trait de la logique désarmante de Moustapha Fahmy Pacha, ministre de l'Intérieur, au sujet des questions importantes d'urbanisme : il désapprouvait toutes les décisions lorsqu'elles étaient prises à des réunions ne réunissant pas en séance la grande majorité des Conseillers. Un sain principe de garantie pour l'administration autonome qui n'empêcha pas la Commission Municipale d'acter le 8 septembre 1897, « reconnaître avoir fait un grand pas dans la voie du progrès, ce qui contribuera puissamment à lui acquérir de plus en plus la confiance du Gouvernement et la portera à formuler des vœux pour l'approche du jour où, grâce à l'appui du Gouvernement, les Conseillers obtiendront de remplir par eux-mêmes toutes les fonctions qui leur sont déléguées et qu'ils n'exercent aujourd'hui que sous son contrôle ».

LES GRANDS COMMIS DE LA VILLE

Des techniciens de très grande valeur, souvent nommés par concours internationaux, dirigeaient les services municipaux : Dr. E. Gotschlich était l'Inspecteur Sanitaire ; Piot Bey, le Vétérinaire en Chef ; M. Dietrich Bey l'Ingénieur en Chef ! le Dr. G. Botti, le Conservateur du Musée, Victor Nourrisson Bey, le Conservateur de la Bibliothèque ; G. Sheridan Bey, Secrétaire de la Commission. Durant toute ma longue carrière administrative, je n'ai jamais lu, avec autant d'intérêt des rapports annuels et des procès-verbaux aussi parfaits, tant au point de vue de l'érudition profonde qu'au point de vue des réalisations pratiques. Ce qui incita d'ailleurs le Conseiller Georges Zouro à déclarer sans ironie :

— La Municipalité est en train de constituer une académie de recherches scientifiques dont le résultat est appelé à éclairer l'univers !

Cet humanisme, ce sentiment d'universalité bien alexandrin était réel et effectif. Témoin ce vote de la Commission, le 19 mai 1897, à l'occasion de l'incendie du Bazar de la Charité à Paris : « Les liens qui unissent la Ville d'Alexandrie à la capitale de la France, où beaucoup d'Alexandrins séjournent une partie de l'année, lui font d'autant plus vivement ressentir une catastrophe qui a frappé dans l'exercice de la plus noble des vertus, la charité, l'élite de la Société parisienne. Aussi, la Commission désirant témoigner sa douloureuse sympathie pour les victimes de ce sinistre qui met Paris en deuil, décide à l'unanimité d'adresser ses sentiments de condoléances à Monsieur le Président du Conseil Municipal de Paris. »

Le savant Dr. Gotschlich, Inspecteur Sanitaire de la Ville, reprenait les expériences de son non-moins savant prédécesseur, le Dr. Bitter, sur les différents systèmes de filtrage des eaux. Trois années d'études et une dépense de L.E. 2000 avaient abouti à une étude de cent pages, fruit de longues veilles au laboratoire, ce qui fit dire à l'Ingénieur Zouro, en séance, le 2 juin 1897 :

— Ce nouveau procédé de filtration par le sable avec addition de permanganate de potasse est appelé à faire époque dans l'Histoire de l'Hygiène !

La conscience professionnelle de l'Inspecteur Sanitaire lui dictait que du filtrage des eaux dépendait l'hygiène publique et que c'était à la Municipalité qu'il appartenait d'indiquer à la Compagnie le meilleur système. Pourquoi cet altruisme, dont tout Commis devrait être animé, s'est-il évanoui ?

Ces grands Commis cherchaient à servir leurs administrés, à leur être agréable au lieu de les tracasser. Songez que pour se conformer aux us et coutumes, le Dr. Gotschlich mit en concours un emploi de Doctoresse en Médecine dont les attributions étaient de surveiller et de contrôler les sage-femmes lesquelles, à cette époque, constataient les décès des femmes. Trois candidates s'étaient présentées. Ce fut l'éminente Doctoresse Angélique Panatotou à qui échut la palme.

Où sont les neiges d'antan ?

Le rapport d'inspection annuel de M. Piot Bey, directeur de l'Abattoir, est une docte documentation zootechnique qui garde aujourd'hui ses valeurs authentiques.

Où sont les neiges d'antan ?

« Le Dr. G. Botti, Conservateur du Musée Gréco-Romain, — écrivait M. Alex. Max de Zogheb, le 7 juin 1897 —, s'est livré il y a quelques temps à des recherches sur le plateau de l'Acropole, et le résultat de ses fouilles vient d'être consigné dans un savant mémoire qui le place au rang des Néroutsos et des Falaki. Ce monument de patience et d'érudition est une oeuvre capitale : c'est l'histoire documentée du Sérapeum et de la colonne dite de Pompée ou de Dioclétien. Après avoir discuté les auteurs anciens, et confronté avec le résultat de ses excavations, toutes les hypothèses des savants, le Dr. Botti en est arrivé à conclure que la colonne appelée Hamoud-el-Sawari a servi d'emplacement au Sérapeum des Ptolémées, et que le temple de Sérapis fut remplacé sous les Romains par un Isium dont il reste des traces —, enfin que l'empereur Claude y installa une académie à laquelle il donna son nom, et qui prit plus tard celui d'Arcadium ; de même que les doctrines de l'Angelium et de l'Evangelium succédèrent à celle de Sérapistes et des Isiaques ».

On s'exclame aujourd'hui sur les fouilles récemment entreprises pour découvrir le Sérapeum. C'est de l'histoire ancienne ! Déjà, à cette époque, c'était la Société d'Archéologie d'Alexandrie qui avait pris à sa charge les frais des premières fouilles faites par le Dr. Botti ainsi que la publication de son rapport. Cette même Société d'Archéologie, 50 ans plus tard, prenait encore à sa charge en publiant dans son Bulletin le résultat des dernières fouilles.

Le Dr. Botti déclarait publiquement le plaisir qu'il avait à recevoir les savants ou les étudiants ès-archéologie qui, chargés de missions par des académies européennes passaient parfois plusieurs mois à étudier à notre Musée et le mentionnaient dans leurs publications. Nos hôtes de 1897 sont aujourd'hui tous des savants universellement connus ; citons : Pierre Jouguet, Mahaffy, Von Bissing, Gayet, Hoggarth, Schmidt et Amelineau.

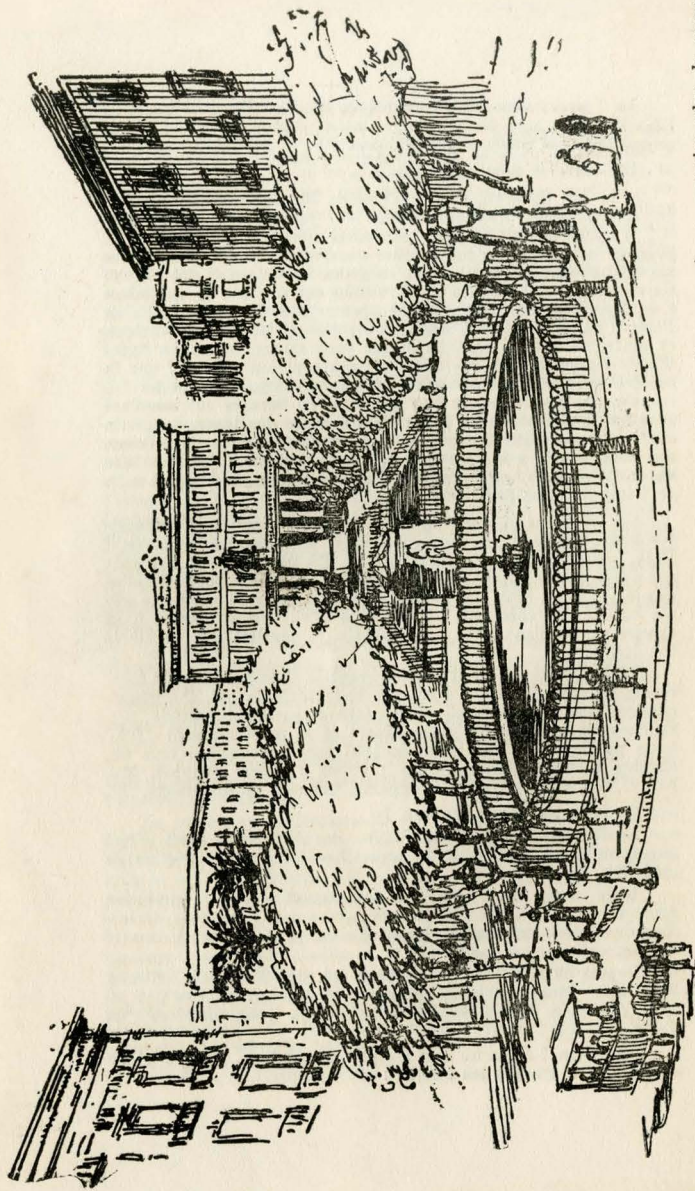
Où sont les neiges d'antan ?

Le Directeur Général du Service des Antiquités avait offert au jeune musée, ouvert le 26 septembre 1895, une collection de médailles.

Mais ce qui était bien plus intéressant c'était la promesse faite de transférer à Alexandrie toutes les collections Gréco-Romaines remarquables du Musée du Caire au fur et à mesure de l'agrandissement des locaux.

Depuis 50 ans, cette promesse a été plus d'une fois réitérée. Mais notre Musée toujours encombré, si peu agrandi, ne put jamais offrir un espace vital aux antiquités gréco-romaines du Caire.

La raison ? Mais un état d'esprit destructeur, critique et interchangeable à travers les siècles :



Un aspect de la Place Mohamed Aly telle que l'ont connue les vieux Alexandrins. On aperçoit au premier plan le grand bassin avec sa fontaine qui a cédé sa place aux rails des trams etc.

Un Conseiller : — Ajoutons une aile spacieuse et échelonnons les dépenses selon les ressources dont on disposera sur 3 ou 4 années.

Un autre Conseiller : — L'idée de croire que ces sacrifices considérables augmenteront la prospérité commerciale de la Ville en attirant les touristes est une utopie.

Un superconseiller : — Les touristes viennent à Alexandrie pour son climat, non pour son Musée. C'est une dépense que l'on est fondé à considérer comme somptuaire et improductive. Il reste trop à faire pour l'assainissement et pour la classe nécessaire.

La voix d'un sage : — Il est impossible d'attendre l'achèvement des travaux d'hygiène. Dans une ville comme Alexandrie, il restera toujours quelque chose à accomplir.

En effet, l'exemple des villes d'Europe démontre qu'elles n'attendent pas pour doter des institutions scientifiques qu'il n'y ait absolument plus rien à faire au point de vue de leurs services d'hygiène. J'ai remis à l'ordre du jour la construction d'un Musée. Notre génération verra-t-elle sa réalisation ?

LE KHEDIVE ABBAS HELMY

Le 22 avril 1897, Chakour Pacha se rendit au Palais de Koubbeh prendre congé de Son Altesse le Khédive Abbas Helmy. Il partait pour la France où il devait visiter les installations sanitaires récemment entreprises par la Municipalité de Paris et assister, à Londres, aux fêtes du Jubilé de la Reine Victoria.

En feuilletant la Presse de 1897 on se rend compte que S.A. le Khédive n'avait de préférence marquée pour aucun de ses Palais. Etés, hivers, il résidait soit à Ras-El-Tine ou à Montazah, soit à Abdine ou à Koubbeh, et c'est le 17 juillet 1897 qu'il passa, pour la première fois, quelques jours à Edfinah où il faisait construire un palais dont les fondations venaient d'être terminées sous la direction de M. Fabricius Bey, alors Ingénieur des Palais Khédiviaux.

Son Palais de Montazah était, alors, qualifié de « villa ». En effet, ce Palais n'a été construit qu'en 1923 et la résidence du Khédive n'était que l'actuel Salamlek. Les environs étaient déserts et on lisait dans les chroniques que « S.A. le Khédive fera demain une excursion dans les environs de Montazah ». En 1897, d'ailleurs, Son Altesse offrit à la Municipalité trois cartes de la côte d'Alexandrie à Rosette qu'il venait de faire dresser par Son Etat-Major, et commandait « un yacht avec moteur à pétrole pour le port de Montazah ».

Le 27 octobre, Son Altesse, à l'occasion de l'anniversaire de Sa naissance coïncidant avec son départ officiel pour Le Caire, recevait à Ras-el-Tine. Le lendemain, il quittait Alexandrie pour Rosette en chemin-de-fer. De Rosette, à bord de Son yacht « Agamé », il se rendit à Edfina, puis à Fouah, Dessouk où il fit ses

dévotions à la mosquée El-Borhami, à Chibrakhit, Kafr-el-Zayat, Chibin-el-Kom. Tout le long du parcours des réceptions avaient été organisées. Son Altesse le Khédive arrivait enfin au Caire le 3 novembre pour se rendre au Palais d'Abdine.

UN TOUR D'HORIZON

L'horizon alexandrin, en 1897, n'avait point la stylisation actuelle que nos édiles, à l'époque, lui dessinèrent. Les quais d'Anfouchy et du Port-Est n'existaient pas, c'était un long ruban de plages, abruptes en certains points et parfois sales puisque non seulement les bouches d'égouts se déversaient dans le Port-Est, mais que les habitants y déversaient aussi leurs poubelles et le reste. Il fallait aller très loin, — je veux dire à la Gare de Ramleh afin de trouver une plage déserte, proprette, et faire trempe aux Bains Zouro, baraque en bois sur pilotis, à l'emplacement même du Grand-Trianon.

Des Bains Zouro on voyait, en contrebas, les vestiges de la « Tour des Romains », — qui n'avait de romain que le nom —, et le fort en ruine de Silsileh, par miracle tenant tête aux vagues.

Sur la hauteur du Cinéma Strand, un petit train, — qui partait toutes les heures en hiver et toutes les demi-heures en été — vous transportait à Ramleh, dans « les sables » déserts. Le coût du ticket était de 4 piastres. A l'Ibrahimieh, quelques villas s'arrondissaient autour de l'hippodrome du Sporting Club où, jeudis et samedis, jouait un orchestre militaire.

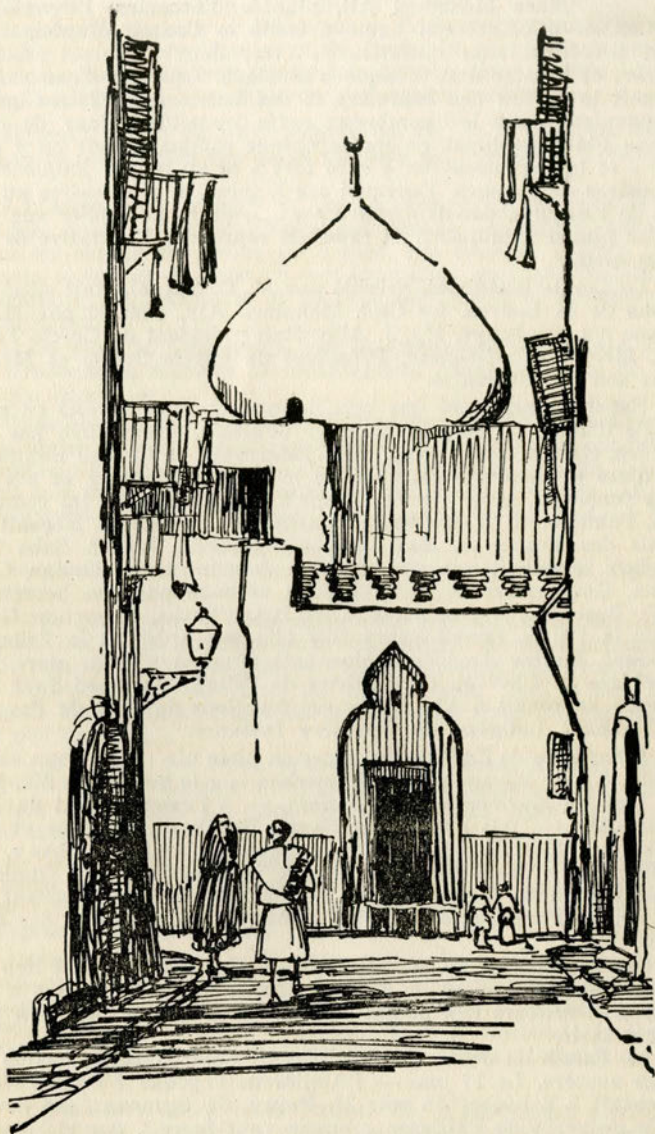
A Moustapha Pacha, on voyait encore, près de la mer, les ruines du Kasr-el-Kayasereh (château des Césars) dont les pierres avaient servi à construire le palais d'Ismail Pacha où la garnison britannique avait établi son quartier général.

A propos : on prête à l'étymologie de « **Ramleh** » l'origine de « **Parembolé** » nom du « camp » de la garnison romaine, et qui se serait déformé en « Ramleh ».

Dans une oasis de verdure sur la hauteur de Stanley-Bay, la villa confortable de Monsieur Bulkeley était une maison de repos avec certaines salles de billards réservées aux hommes et certaines... aux dames.

Quelques villas aux jardins fleuris autour de l'Hôtel Miramarre à Fleming, quelques autres à Schutz autour de l'Hôtel de Plaisance, enfin l'Hôtel Casino San Stefano avec son théâtre, ses salles de concert et de jeu et les sables jusqu'à la Résidence Khédiviale de Montazah.

Un seul train quotidien Alexandrie — Aboukir — Rosette, faisait halte à Nouzha, à Sidi-Gaber et à San Stefano. Magnifique essor de la banlieue de Ramleh ! Demain, Aboukir englobée dans le périmètre alexandrin, recevra la même affluence de la population, portée à résider vers l'Est, accomplira effectivement cette jointure avant un demi-siècle.



Une mosquée de l'époque dont le dôme paraît bien modeste lorsqu'on admire les proportions et les merveilles d'architecture des mosquées érigées par la suite.

A la Place Mohamed Ali, plantée d'accacias, l'Ornato, — ou Conseil d'Edilité qui avait précédé le Conseil Municipal —, avait pris l'heureuse initiative de créer deux énormes bassins de part et d'autre d'un kiosque à musique. Leur jet d'eau rafraîchissait le perron des boursiers et des hommes d'affaires qui se retrouvaient dans les nombreux cafés installés autour de cette unique Place publique, où les européens commandaient un « café noir » et les égyptiens un « café fort » et où le soir jouaient des orchestres de femmes. Pourquoi ces bassins, si nécessaires au climat de l'Egypte, ont-ils disparu au lieu de se multiplier sur toutes les places publiques ? Il faudrait reprendre l'initiative de nos sages aïeux.

Le Cercle Khédivial, présidé par M. G. Stagni, était situé au-dessus de la Bourse. Le Club Mohamed Aly, présidé par M. A. Sinano n'a pas bougé. M. J. Alby était président du Cercle Français, Mr. C. L. Allemann, Président du Cercle Suisse et Mr. B. Bless son bibliothécaire.

Est-il un nom cité que vous ignorez ? Vous revoici en compagnie d'amis : Georges Zananiri (Pacha), Alexandrin par excellence, était à cette époque Chef Interprète du Conseil Sanitaire, Maritime et Quarantenaire où sa si vive intelligence et ses valeurs foncières, sans compter l'esprit subtil que nous lui connaissons, l'amènèrent à des hautes destinées. Ce Conseil siégeait au Palais des Postes où Son Directeur Général Joseph Saba Bey (Pacha) terminait son organisation fondamentale. Osman Orfy Pacha, Gouverneur de la Ville était secondé par son Secrétaire M. D. Beneducci Bey et par Charles Baker Pacha, Inspecteur Général de la Police. Ismail Sabry Bey (Pacha) présidait le Tribunal National, Maître Amédée Schiarabati (Pacha) n'était, alors, que Secrétaire en Chef du Contentieux de l'Etat, Mohamed Said Bey (Pacha) reprenait à Alexandrie ses fonctions de Chef du Parquet du Tribunal Indigène de Première Instance.

A l'affiche de l'*Alhambra*, alors en plein air : « La gran via », « Aida », « Le voyage de Mr. Perrichon », « le gendre de Mr. Poirier » et les marionnettes. Au *Zizinia*, — à l'emplacement du Mohamed Aly —, qui avait reçu Sarah Bernhard, la Duse et Coquelin : « Mme Sans-Gêne », « Amants », « La Bohème », « I Pagliacci », « Lohengrin », « Cavalleria Rusticana », « Otello », « Les Huguenots ». Au théâtre *Cardahi*, — à l'emplacement du Rex —, au *Paradiso*, au théâtre *Abbas* des comédies et des opérettes.

Les 24 et 25 avril, « L'Exposition Horticole » avait lieu au Casino San Stefano et la Ramleh Railway Coy consentait à délivrer aux écoliers des billets de 3ème classe, aller-retour à une piastre tarif.

Le Palais de Justice Mixte n'avait point à cette époque un visage austère. Le 17 mai — l'Atelier de l'époque : l'Athenoëum, présentait à 9 heures du soir M. Berny, du Gymnase, qui devait lire le proverbe de Pailleron « mieux vaut force... que violence », représenté à cette époque à la Comédie Française, à Paris. L'Athenoëum disposait pour ses manifestations littéraires et artistiques de cette même salle des Audiences des Tribunaux Mixtes.

Heureux temps où la Brigade des Pompiers ne disposait que d'une pompe à vapeur et d'une autre, flottante, ne pouvant être employée que le long des rives du Canal, il en résultait que si deux incendies éclataient simultanément sur deux points différents, il aurait été impossible de s'en rendre maître.

Heureux temps où notre concitoyen, Mr. J. E. Cornish, directeur de la Compagnie des Eaux publiait dans toute la Presse cet avis :

« L'Alexandria Water Cy., Ltd., a l'honneur d'informer le public que, dans le but de généraliser l'usage de l'eau à domicile parmi les classes les moins favorisées, elle consent, jusqu'à nouvel avis, à donner en location aux locataires, sur autorisation du propriétaire, la fourniture et la pose du matériel nécessaire à l'installation.

« De plus, la Compagnie, sur la demande d'un certain nombre d'intéressés, établira la canalisation dans les rues où elle manque encore ».

Quant aux avis officiels de la Municipalité, ils étaient répartis « seulement aux journaux d'Alexandrie dans les conditions suivantes : *Le Phare* L.E. 25, *l'Egyptian Gazette* L.E. 25, *La Réforme* L.E. 25, *Le Messaggero Egiziano* L.E. 25, *l'Ahrâm* L.E. 25, *le Telegraph* L.E. 20, *l'Omonia* L.E. 15, et *le Lessan-el-Arab* L.E. 15 ».

Je glane dans la Presse à l'ordre du jour, dans le style de l'époque :

— le 29 Mai : « Nous apprenons les fiançailles de Mademoiselle Betty Schiarabati, soeur de Maître Amédée Schiarabati, Secrétaire du Contentieux de l'Etat à Alexandrie, avec M. Sélim Michalla Bey, Directeur du Département des Tabacs à la Douane. Nous envoyons aux fiancés nos bien vives félicitations et tous nos souhaits ».

— le 7 juin : « Nous apprenons que Mme. Ruffer, femme du Président du Conseil Quarantenaire, a heureusement accouché hier d'une fille. La mère et l'enfant sont dans un état de santé satisfaisant ».

— le 15 juin : « Madame Polyxène Ralli, née Rodocanachi est morte ce matin à l'âge de 24 ans. Chacun se sent ému et attristé ; chacun maudit la mort stupide qui frappe la jeune mère, l'épouse modèle, la soeur héroïque ».

Dans les Consuls : Mr. Amaury de Lacretelle (père de l'écrivain connu) était Consul de France et quittait Alexandrie cette année pour Florence pour raisons de santé ; les frères Dumreicher représentaient le Danemark, M. J. N. Debbané le Brésil, le Vicomte A. de Zogheb la Belgique, les Comtes Gabriel et Alexandre de Zogheb le Portugal.

Je parlais d'amis, mais j'aurai dû, n'est-ce pas, parler de famille tant, à Alexandrie, même les pays étrangers étaient représentés par nos propres concitoyens. Cette familiarité, cette continuité, sont encore des caractéristiques de l'Esprit Alexandrin.

Une autre caractéristique, non moins marquante et appréciable, est ce sentiment de la communauté citoyenne, proprement municipal. Je ne vous citerai que deux exemples qui datent de cette époque.

Mr. Edouard Friedheim, allemand d'origine mais Alexandrin résidant au Boulevard de Ramleh, avait mis trente ans pour recueillir une collection de tableaux anciens d'aquarelles et de gravures. La Ville étant dépourvue de Musée d'Art, étaient admis à visiter sa pinacothèque tous ceux qui en faisaient la demande. En 1905, par testament, il offrit sa collection à la Ville. Elle forme la base du Musée des Beaux-Arts que j'espère inaugurer l'an prochain.

Sir John Antoniadis, d'origine grecque mais Alexandrin lui aussi, possédait un splendide jardin mitoyen au Nouzha. On pouvait le visiter moyennant deux piastres, montant d'ailleurs destiné à des oeuvres de charité. C'était le but d'une promenade où l'on admirait, sur le parcours, le Château Vice-Royal dit Numéro 3 et de celui de Moharem Bey. En 1918, M. Antony Antoniadis, fils de Sir John, l'offrait à Sa Majesté le Roi Fouad 1er qui le céda à la Ville.

Où sont les neiges d'antan ?

LE DRAINAGE

« L'assainissement » était à l'ordre du jour. L'amélioration des conditions sanitaires de la Ville dépendait d'abord de son système de drainage. Comme je le relevais, le Port-Est était le réceptacle où se déchargeaient les principaux drains existants et la Municipalité s'était attelée à l'étude d'un grand égout collecteur qui devait être masqué par la construction d'un quai-promenade en corniche.

En 1895, la Ville avait exprimé le voeu de recevoir l'aide technique d'une commission d'ingénieurs du Ministère des Travaux Publics et, en 1897, elle recevait un volumineux rapport sur la position du collecteur et du déversoir.

Des études du régime des courants marins prirent à elles seules six mois. La Municipalité consulta l'éminent Dr. Hobrecht. Il était ingénieur hydrographe et avait précédemment dirigé, avec le plus grand succès, des travaux maritimes à Kiel et à Dantzig. Il avait été nommé par la suite directeur des travaux sanitaires de la Ville de Berlin. Non seulement il prévoyait déjà l'extension de la Ville vers l'Est, mais l'utilisation des eaux d'égouts pour la mise en culture des terres incultes, système qu'il prévoyait « d'une application lointaine » et qui, en effet, n'a jusqu'ici été réalisé qu'en Europe. Il projetait l'établissement d'un déversoir avançant dans la direction Nord-Est, au delà de Kaied-Bay, aboutissant dans des fonds de cinq à six mètres, afin d'amener au large l'évacuation du produit des égouts, faciliter leur dilution, déversoir qui empêcherait que le remous des eaux entraînât ces matières jusqu'aux rivages de l'Ibrahimieh. A 800 m. dans la mer au nord de la péninsule, les eaux vannes devaient s'élever

d'environ 19 m. avant d'arriver en surface et auraient été diluées dans 16 fois leur volume. Cette dilution suffisait aux exigences de dissémination des substances nitrifiables dans le voisinage de la bouche du déversoir, sans crainte de fermentation anéorobienne.

Le système adopté était celui du tout-à-l'égout. Les eaux vannes devaient être amenées par gravitation dans un collecteur général établi sur l'hémicycle du Port-Est et débouchant en dehors des limites de ce port. Enfin, pour l'assainissement de la cote et la protection du collecteur, des quais brise-lames étaient prévus. Le Dr. Hobrecht concluait :

— « On objecte que le déversement des eaux d'égouts sera une cause de contamination pour les eaux du Port-Est, mais je considère cette préoccupation comme entièrement superflue, car si l'on compare la masse des eaux amenée journellement par les collecteurs avec la masse des eaux du Port-Est qui est d'ailleurs incessamment modifiée par les vents, par les courants et les différences de température, on doit admettre une dilution considérable de l'ordre d'un pour cent mille ».

Ces mêmes objections, re-formulées 50 ans plus tard, ont inutilement retardé d'un an la réalisation de notre projet municipal.

Je lis avec plaisir l'admirable lettre, en date du 21 juin 1897, que Moustapha Fahmy Pacha, Ministre de l'Intérieur, adressait à la Municipalité : « Le Ministère des Travaux Publics estime qu'il ne voit pas l'utilité de consulter un autre expert, quelque compétent qu'il puisse être. Un autre avis entraînerait presque infailliblement un nouveau projet et un nouveau retard ».

Ces mêmes mots, aujourd'hui, nous sont parvenus des mêmes autorités. Stabilité de l'Esprit Alexandrin.

« BIDONVILLE »

Un écrivain étranger, de passage en notre bon'Ville durant la guerre, publia dans un de nos quotidiens un article descriptif d'Alexandrie qu'il dénomma « la cité des taudis ». Elle ne méritait pas ce titre, loin de là. Toutes les villes et même les métropoles ont leurs pâtés de fourbis et de taudis, ces verrues malsaines et hideuses qui se sont faites plus nombreuses par la rarefaction des logements par suite de l'arrêt de la construction en temps de guerre, ensuite par l'augmentation rapide de la population impliquant une reprise de la vie économique et un besoin de main-d'oeuvre émigrant des provinces. Si nous ne voulons pas, à l'avenir non plus, être qualifiés d'habitant de « bidonville », nous devons par contre, de suite démarrer et lutter contre l'envahissement des cités de misère.

En 1897, 5.597 taudis dénommés « écheches » et indescriptibles dans leur horreur, couvraient une superficie de 209.274 mètres carrés répartie sur 24 localités appartenant soit au Gouvernement et à ses administrations, soit à des particuliers.

Aucune règle d'hygiène n'était observée dans leur installation : privées d'air et de lumière elles étaient dépourvues des conditions sanitaires les plus élémentaires ; les ruelles étroites menagées au hasard de ces amas de huttes sans fondations, s'équilibrant par miracle les unes contre les autres, servaient de réceptacle non seulement à leurs immondices croupissant dans les eaux ménagères rejetées faute de canalisation et de balayage, mais aux ordures jetées par les habitants de la Ville qui étaient recueillies pour servir au chauffage.

Cette situation présentait un danger constant, les épidémies y trouvant un foyer naturel d'infection et, lors de la toute récente épidémie de choléra, c'était dans ces taudis malsains que les premiers cas s'étaient déclarés, taudis qui mettaient en péril la santé publique. On ne pouvait intempestivement les supprimer. Cela aurait entraîné des difficultés considérables. En théorie leur suppression avait été fréquemment décidée, mais en pratique elle avait été reconnue impossible car il y avait à compter, non seulement avec le Gouvernement qui aurait pu, peut-être, renoncer au revenu que la location de ses terrains lui procurait, mais avec les Wakfs et les propriétaires qui se seraient rendus beaucoup moins aisément aux motifs d'hygiène invoqués.

Les assainir aurait coûté, inutilement, d'énormes dépenses pour des effets restreints et une durée limitée. La Municipalité dépensait en moyenne 100 livres par an en procédant elle-même au blanchiment à la chaux, dépense qui s'était élevée à 933 livres en 1896, lors de l'épidémie cholérique, pour badigeonner 39.235 chambres.

L'unique remède efficace consistait dans leur remplacement par des maisons ouvrières salubres. D'ailleurs un arrêté du Ministère des Travaux Publics en date du 27 octobre 1883 prescrivait d'excellentes dispositions pour la construction de ces maisons ouvrières, mais les circonstances n'avaient pas permis au Gouvernement de mettre cet arrêté à exécution.

La Municipalité, toujours à l'avant-garde par ses initiatives et ses réformes, n'aurait-elle pas pu préparer un projet et réclamer le concours du Gouvernement ? Les plans auraient dû nécessairement établir des habitations en nombre suffisant pour abriter toute la population indigente sur des terrains relativement proches des centres commerciaux et industriels afin de ne pas obliger les ouvriers à faire un long trajet pour se rendre à leur travail ou à employer un mode quelconque de locomotion, toujours onéreux pour ces gagne-pain.

Elle ne manqua pas de rappeler au Gouvernement que la plus grande partie des terrains sur lesquels étaient érigés ces taudis lui appartenait et que les dispositions de l'arrêté même le contraignait à des obligations. Elle lui demanda donc raisonnablement que le quart du produit de la location perçue par les Biens Libres sur ces parcelles soit cédé à la Ville qui l'emploierait à leur assainissement.

Le refus fut catégorique et le Président de la Commission Municipale de déclarer :

— « Les idées du Gouvernement, excellentes en cette matière au point de vue théorique, se modifient malheureusement quand il s'agit de les faire entrer, au détriment de sa caisse, dans le domaine de la pratique ».

Aussi un Conseiller Municipal présenta-t-il le 1er juillet 1896, cette interpellation admirable de simplicité :

— Si la Municipalité consentait à garantir un intérêt de 3 1/2 à 4 0/0, il est certain que des sociétés ou des capitalistes entreprendraient ce projet. Excellente solution : encourager l'initiative privée à entreprendre ce que l'Etat ne voulait pas et que la Ville ne pouvait pas faire.

A cette époque, le revenu des taudis variait entre 6 1/2 et 25.1/4 0/0. C'était une affaire d'or pour ces criminels propriétaires de taudis, exploitant des miséreux, et l'on comprend sans peine les difficultés que l'on rencontre lorsqu'il s'agit de les démolir ou de les déplacer pour cause d'utilité ou de salubrité publiques.

Ces exploitateurs se refusaient d'apporter quelques améliorations suivant les prescriptions les plus simples de l'hygiène.

Un pareil état de choses ne pouvait durer éternellement. On ne sacrifie pas impunément la santé d'une ville à l'intérêt pécuniaire de quelques particuliers récalcitrants qui veulent ignorer leur plus élémentaire devoir d'honnête citoyen.

Les constructions appelées à les remplacer auraient rapporté de 8 à 10 0/0, même en allégeant le taux des loyers eu égard à la position précaire des locataires. De la sorte, la Municipalité, tout en ne supportant éventuellement aucune dépense réelle du chef de sa garantie, aurait servi la santé publique par une décroissance des maladies et accompli l'oeuvre sociale qui lui était dévolue en procurant une résidence saine à une classe de la population trop pauvre pour se la procurer elle-même.

Il eut été aisé de prévoir au budget une garantie convenable aux capitaux qui devaient être engagés, risques minimes quand on songe qu'ils avaient pour portée d'empêcher la propagation des épidémies dont, une fois Alexandrie atteinte, le pays entier pouvait avoir à souffrir. Mais la Commission Municipale préféra charger les Comités réunis de l'Hygiène, des Travaux Publics et des Finances de présenter un projet.

Un an plus tard ces Comités terminèrent un volumineux rapport, accompagné d'un projet de règlement pour la salubrité des taudis. La Commission Municipale vota son renvoi aux Comités Réunis.

Ce n'est qu'en 1904, puis en 1927, que le danger des taudis fut rapporté à l'ordre-du-jour et qu'un timide essai de construction de maison ouvrière fut tenté à Kom-El-Chogafa, près de la Colonne Pompée.

En notre Ville qui s'industrialise à un rythme accéléré, en ces temps où les questions sociales priment et urgent, ce problème essentiel, vital, demeure encore entier.

Alexandrie commettrait un acte d'indifférence coupable en négligeant cette question qui, avec le drainage, constitue sa sécurité hygiénique. Il est vrai que la Nature nous a généreusement doté d'un soleil ardent et d'un sous-sol sablonneux dont le niveau de l'eau sous-jacent a des variations relativement minimales, mais tôt ou tard cette même Nature, par des réflexes inopinés de saturation, peut prendre sa revanche, et, par des épidémies, nous fera payer le prix de notre indifférence et même de notre insouciance. Si nous ne sommes pas effectivement en danger, il est de notre devoir de penser, sans alarmes, aux générations futures. Nous sommes tenus à commencer cette oeuvre nationale.

Cette année, au budget, j'ai prévu L.E. 130.450 pour les anciens quartiers populaires.

Avantage des recherches historiques : je découvre une décision de la Délégation Municipale datant du 16 mars 1897 et qui est un chef-d'oeuvre d'humanisme et d'équité. La voici, in-extenso : « Il est bien entendu que tous les terrains qui seront conquis au Port-Est sur la mer, ainsi que les collines de Chatby qui seront nivelées, qui n'auront acquis de valeur que grâce aux travaux de la Municipalité, resteront la propriété de celle-ci et le produit de la vente de ces terrains sera d'ores et déjà affecté aux expropriations à entreprendre pour donner de l'air et de la lumière aux quartiers les moins salubres ».

Ce voeu est trop beau pour être re-oublié. La Ville a vendu pour L.E. 53.980 de terrains sur les quais, Le produit de cette vente devrait servir à l'érection de maisons ouvrières dans les quartiers où je propose cette année l'expropriation de ses taudis — car comme le disait judicieusement Chakour Pacha :

— « Détruites ici, les échecches seraient reconstruites ailleurs dans des conditions identiques et le sort de leurs habitants, dont il convient avant tout de se préoccuper, n'en serait aucunement amélioré ».

LA LOI ELECTORALE

ou

L'INGERENCE GOUVERNEMENTALE

Le jeudi 27 mars 1890, la Commission Municipale siégeait pour la première fois. Le Président du Conseil délégua S.E. Keller Pacha, Conseiller Khédivial, pour le représenter à cette séance solennelle tenue à la Cour d'Appel Mixte, faute d'Hôtel-de-Ville.

— « Ne vous laissez pas influencer, — dit-il —, par l'opinion de ceux qui prétendent que cette nouvelle Municipalité n'a pas assez d'autonomie et qui critiquent surtout la nécessité de l'approbation gouvernementale pour la validité des délibérations. La composition du Corps Municipal est le plus sûr garant que les délibérations municipales auront toujours en vue le bien-être d'Alexandrie. Vous devez nécessairement vouloir la prospérité de cette Ville, soit parce qu'elle est votre patrie, soit parce que vous l'avez adoptée comme telle, vos intérêts s'y trouvant. La prospérité d'Ale-

xandrie est donc votre prospérité à vous. Comment douter, par conséquent, que Gouvernement et Municipalité ne soient pas toujours d'accord pour les mesures pouvant contribuer au progrès d'Alexandrie ? »

Naturellement, l'essentiel était, d'abord, d'insuffler la vie à cette nouvelle institution et d'attendre, pour voir comment elle disposerait de ses pouvoirs nouveaux. Mais, après 57 ans d'expérience, 57 ans durant lesquels la Municipalité donna ses preuves de maturité, il est temps, qu'après 57 ans d'ingérence, la Municipalité fasse valoir sa liberté que lui confère sa majorité et n'accepte qu'une haute tutelle pour les questions ne touchant qu'à la politique de l'Etat et un droit de surveillance relevant de la Cour des Comptes. Voici 57 ans que la Municipalité est entravée et qu'elle répète avec Guizot: « Là où les libertés ne sont pas des droits, et là où les droits ne sont pas des pouvoirs : il n'y a ni droits ni liberté ».

Mr. Zouro déclara en séance:

— « Si la Municipalité doit chaque fois qu'une question surgit consulter le Ministère, la présence des Conseillers à la Commission devient inutile. L'Assemblée doit se prononcer, le Gouvernement restant libre d'accepter ou de rejeter son vote. Mais il faut qu'elle statue car le public se plaint avec raison de ce que rien ne se fasse ».

Et Soliman Abani Bey de poursuivre:

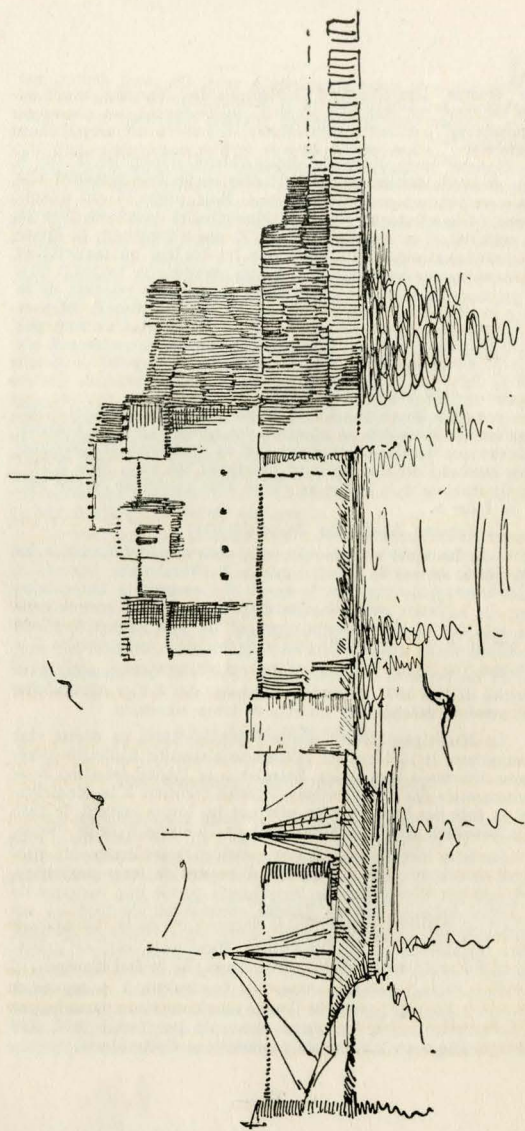
— « Pourquoi veut-on ajourner, ajourner encore, toutes les fois qu'on est sur le point d'aboutir ? Cherche-t-on à se faire taxer d'incapable par tout le monde ? Comment la Commission peut-elle admettre cette manière d'agir alors qu'elle compte dans son sein des administrateurs occupant les plus hautes fonctions de l'Etat et de grands directeurs de maisons commerciales ? »

Je me bornerai à ne vous citer qu'un seul des exemples d'ingérence de l'an 1897, exemple à l'honneur des Ediles Alexandrins qui savaient défendre les intérêts de leurs mandants.

La Municipalité étant née le 5 janvier 1890, un décret vint à supprimer le 14 décembre 1891 l'administration éditaire précédente dénommée la « Daira Baladieh » et l'Administration Gouvernementale des Contributions Directes transmit à la Municipalité la liste des baux inscrits afin que les loyers servent de base à la condition d'éligibilité qui était de 75 livres à cette époque.

Certains locataires se voyant privés de leurs droits aux élections, — soit par des déclarations inexactes de leurs propriétaires, soit par l'évaluation de leurs loyers portée aux registres de la Daira Baladieh lors du dernier recensement de 1886 —, ces locataires lésés avaient un droit direct de recours en portant leurs plaintes devant la Commission Municipale, car, en principe, on ne peut jamais déchoir d'un droit par le fait d'autrui.

Des électeurs vinrent donc justifier de leurs droits, baux sincères à l'appui, auprès du Comité du Contentieux municipal et la Commission jugea, lors de sa séance du 1er février 1897, être « souveraine » en matière de contestations électorales ».



Le fort Kait Bey — vue de l'époque. Il n'était pas alors pour ainsi dire entouré de ce merveilleux anneau que constituent les
grandioses travaux de la corniche du Port-Est.

Quatre jours plus tard, le Ministre de l'Intérieur, avant même de connaître, par la lecture du procès-verbal, les motifs sur lesquels reposait cette appréciation, improuvait formellement cette appréciation, par dépêche de 30 lignes s'il vous plaît.

A la réunion suivante du 17 février, la Commission Municipale ne jugea pas devoir s'incliner devant la dépêche ministérielle ; elle adopta un rapport de son Comité du Contentieux sur la légalité de sa souveraineté, et l'Assemblée, contrairement aux prétentions ministérielles, vota les nouvelles inscriptions à la liste électorale.

Le 11 mars nouvelle dépêche de désapprobation du Ministre de l'Intérieur, accompagnée d'un avis du Contentieux de l'Etat.

Le Conseiller Maître A. Padoa Bey, qui présidait le Comité du Contentieux Municipal, fit observer que la note du Contentieux de l'Etat n'avait produit aucun argument nouveau, que les décisions de la Commission étaient souveraines en statuant sur les questions d'inscriptions électorales et que le Ministère ne pouvait pas plus en apprécier le mérite, qu'il ne pourrait apprécier celui des décisions de la Cour d'Appel Indigène statuant par application de la loi électorale.

Le Président de l'Assemblée eut la faiblesse de juger que, devant la déclaration de Son Excellence le Ministre, la Commission n'avait qu'à s'incliner. Et Maître Padoa Bey de déclarer, avec cette franchise brutale qui l'animait :

— « Le Président ne peut naturellement avoir d'autre opinion que de s'incliner devant le Ministre dont il est le subordonné, mais la Commission ne l'entend pas ainsi ! »

Le Vice-Président vint à l'appui du Président :

— « Puisque le Ministère s'est prononcé, la question est définitivement tranchée ».

Maître Padoa Bey, fort de son droit, répondit que l'appréciation ministérielle ne pouvait avoir de portée que dans les matières où les délibérations de la Commission sont placées sous cette appréciation, or tel n'était pas le cas dans l'espèce, puisque la loi électorale disposait que l'Assemblée jugeait souverainement les réclamations électorales. Et, pour bien démontrer que l'autorité ministérielle ne saurait être étendue d'une manière illimitée, il demanda au Vice-Président qui paraissait être partisan de cette extension :

— « Quitteriez-vous votre siège au cas où le Ministre vous en ferait l'injonction ? »

Le Ministère n'osa plus, de nouveau, se prononcer sur cette question et la Commission continua, froidement, à sa séance du 28 avril, à décider, à l'unanimité, l'inscription des ayant-droits sur la liste électorale.

Où sont les neiges d'antan ?

LES FINANCES DE LA VILLE

La Commission Municipale se réunissait, alors, tous les 15 jours. Aujourd'hui également... mais par faute de quorum. En été, les Conseillers prenaient congé, allaient puiser en Europe des idées nouvelles adaptables à leur bon'Ville. La Délégation Municipale, en petit comité et agissant en Commission, ne faisait pas moins une excellente besogne. Jugez son programme que voici et qui m'a servi de modèle en 1947 :

- l'extension et le remaniement de la canalisation des égouts;
- les expropriations au percement de nouvelles rues;
- la construction de nouveaux filtres pour la clarification des eaux potables et dont les trois-quarts des frais incombait à la Municipalité;
- la suppression graduelle des taudis.

L'exécution devait entraîner, — dans les mêmes proportions qu'aujourd'hui —, une dépense de L.E. 600.000, c'est-à-dire six fois le montant du budget annuel. Où se procurer ces fonds ? C'est toujours la même question.

Depuis sa création, la Municipalité avait mis à profit les facultés d'imposition de la Loi Organique et s'était procuré L.E. 13.000 se décomposant comme suit :

- L.E. 5.000 produit du 1 0/0 de la valeur locative;
- L.E. 3.500 produit de l'extension aux Etrangers résidant à Alexandrie de la taxe sur les véhicules et bestiaux;
- L.E. 4.500 par la surélévation du droit d'abattage.

On envisagea trois nouvelles sources de revenus :

- une taxe de 2 0/0 sur les loyers (perçue à partir de 1899) ;
- une subvention de L.E. 150.000 que le Gouvernement demanderait à la Caisse de la Dette (et qui n'eût point de réponse) ;
- un emprunt de L.E. 350.000 (qui ne put être réalisé qu'en 1902).

Il était tout naturel que le Gouvernement rétablisse l'équilibre des finances de la Ville qu'il compromettait :

— en soustrayant à l'octroi — alors la principale source de revenu d'Alexandrie — les denrées provenant de l'Etranger dont l'importation de plus en plus considérable faisait une concurrence impossible à soutenir aux produits similaires locaux ;

— en ne permettant pas à la Municipalité de jouir des revenus qui, dans les autres contrées, étaient les principales sources de revenus des budgets municipaux, comme le droit d'accise sur les spiritueux.

A part ces excellentes raisons, l'intervention du Trésor pour l'assainissement d'Alexandrie se justifiait par le fait que l'amélioration de son état sanitaire intéresse l'Egypte entière puisque sa situation maritime et ses relations directes avec les pays

d'outre-mer l'exposent à être infectée par les épidémies qui, à moins d'une hygiène rigoureuse, se répandraient dans le restant du Pays.

Une annuité de L.E. 12.000 était faite par le Gouvernement pour être affectée aux dépenses sanitaires, spécialement pour la prophylaxie des épidémies. Les dépenses effectuées pour la lutte contre le choléra avaient laissé, en 1897, un découvert dépassant L.E. 2.000. Lorsque la Municipalité vint à réclamer au Gouvernement « le montant de sa participation établie par documents vérifiés » et qui n'était que pour le septième, celui-ci répondit sans payer :

— « Amputez votre déficit sur l'annuité à venir ! »

Aujourd'hui seulement, après avoir lutté de son mieux, notre Ville a repris ses droits et nous avons reçu L.E. 120.000 pour la prophylaxie des épidémies.

En 1897 des gratifications furent accordées aux fonctionnaires et employés de l'Inspectorat Sanitaire, des services de désinfection et de l'entretien qui s'étaient distingués au cours de l'épidémie cholérique. En 1947, 50 ans plus tard, des gratifications furent distribuées pour ceux qui se distinguèrent au cours de l'épidémie de peste.

LES ROUTES

En 1897, comme aujourd'hui, — comme en tous temps d'ailleurs — les Alexandrins se plaignaient amèrement de « l'état lamentable des routes ».

Depuis sa fondation, la Municipalité s'était occupée de les améliorer en faisant des empièvements, mais le matériel dont elle disposait — pierre calcaire du Mex et débris de vieilles poteries (chakfs) — ne remplissant pas les conditions voulues de résistance pour former des chaussées suffisamment durables; elle était obligée de commander d'Europe de la caillasse.

Pour le seul empièchement de la surface, sur 15 centimètres d'épaisser, sans compter le lit de pierres calcaires et les terrassements, le mètre carré coûtait 21 piastres.

Or, par une circonstance fortuite, l'Ingénieur en Chef de la Municipalité eut connaissance de l'existence d'une carrière de roche basaltique provenant d'éruptions volcaniques dans la province de Charkieh à six kilomètres de Chibin-el-Kanater, à Abou-Zaabel. La superficie à vendre était de 1200 feddans et le Gouvernement qui exploitait depuis peu une carrière mitoyenne, acquit 30 feddans pour y faire passer un chemin de fer decauville et la relier au canal Ismailiah d'où la caillasse était transportée par barque pour l'empièchement des routes du Caire.

Il restait donc 1170 feddans où la roche était à fleur de sol. Le Gouvernement avait payé 95 piastres tarif le feddan soit 1/4 de millième le mètre carré. La Municipalité aurait pu offrir le même prix et l'empièchement lui serait revenu à P.T. 9 tout compris au lieu de P.T. 21 le mètre carré. Une véritable occasion !

C'était donné ! Avec l'exploitation de ces carrières l'avenir des routes d'Alexandrie était assuré. Aussi à l'unanimité des voix, moins une seule, la Commission vota l'achat de 300 à 500 feddans à Abou Zaabel.

Malgré ces avantages évidents, ces carrières à 1/4 de millième le mètre carré ne furent pas acquises. Et voici la raison : A cette époque on construisait une voie ferrée menant de Wadi Natroun à Katatbeh et comme la prochaine exploitation de la caillasse de cette région promettait une baisse sensible sur les prix, il était prudent de ne pas se lier. D'autre part les pourparlers engagés au sujet de l'acquisition des carrières d'Abou Zaabel aboutirent à ce résultat inattendu de stimuler la concurrence et de provoquer, 15 jours plus tard, une réduction très sensible sur les prix offerts pour la fourniture de caillasse d'Europe. Si l'on peut dire que cette question ne fit pas longue carrière, on doit ajouter que la réduction des prix eut une carrière plus brève encore !

Le 15 Mars 1893, le Comité Financier avait décidé de mettre en adjudication publique les travaux du balayage et de l'arrosage de la Ville. Quatre ans plus tard, en 1897 ce service n'avait pas encore été donné en entreprise. Ce fut le Conseiller Ahmed Yehia Pacha qui protesta carrément :

— « Il est superflu de rediscuter un point tranché par l'Assemblée et qui a été complètement débattu à son époque. L'Administration aurait dû exécuter la décision prise, au lieu de la laisser si longtemps en suspens. Je demande la clôture des débats sur cette question déjà résolue ».

Nos Ediles veillaient au bien-être de leurs mandants. Leur sollicitude était parfois exagérée. Jugez-en.

Les tanneries qui étaient installées autour de l'Abattoir sur les rivages de Chatby avaient été transférées au Mex, sauf l'établissement de MM. Bolonachi Frères qui demandaient à continuer à louer le terrain sur lequel était construite leur tannerie jusqu'au 31 juillet 1898 et d'y continuer leur exploitation. La Commission Municipale ne posa qu'une seule condition : pour éviter les inconvénients résultant du passage des cuirs verts du Mex à Chatby, à travers les rues de la Ville, MM. Bolonachi Frères devaient s'engager... à les transporter par voie de mer !

L'éclairage des routes laissait à désirer. C'est, comme vous le voyez, un ancien refrain ! La Presse s'en plaignait amèrement. Les particuliers aussi.

39 propriétaires, à Bulkeley, réclamèrent l'éclairage de leur agglomération au moyen de 13 lampes d'un pouvoir éclairant de 16 bougies. Que croyez-vous qu'il advint de cette réclamation ? La Délégation estima « cette dépense hors de proportion avec les ressources de la Ville mais qu'il serait possible, toutefois, d'encourager l'initiative privée en allouant, à cet égard, une subvention annuelle aux propriétaires de chaque agglomération de Ramleh, pour y installer la lumière électrique dans des conditions à convenir ».

Un autre exemple de bonne volonté : Dans l'intérêt de la circulation la Municipalité fit droit à une demande présentée par le Baron J. L. de Menasce pour l'éclairage des portes d'entrée de son Théâtre « Zizinia » par 4 réverbères qu'il avait installés et qui n'étaient allumés, aux frais de la Ville, que les soirs de représentation.

Pour conclure par un exemple sur la répétition des faits du passé, je relève cette décision prise par la Délégation Municipale le 10 mai 1897 : « Sur la requête de Monsieur G. Alderson, il est décidé d'établir une bordure de trottoir de 7 à 8 mètres, au tournant de la route qui conduit de la gare au village de Bulkeley, pour éviter les dangers de la circulation des voitures, très active en cet endroit, peut occasionner aux piétons ». Coïncidence étrange : Jour par jour, à 50 ans de distance, Lady Alderson m'écrivait pour me demander, pour les mêmes motifs, de faire réparer cette même bordure !

La circulation, en Ville, des premiers tramways date de cette époque.

Le régime de la redevance annuelle et progressive prévue au Cahier des Charges dans l'adjudication de la concession des tramways de la Ville n'avait donné aucun résultat et lui ayant substitué celui d'une redevance fixe calculée par voiture à voyageurs ou à marchandises en circulation ou en dépôt, ce fut Mr. E. Cauderay qui s'était engagé à payer une redevance annuelle de 58 livres pour chaque voiture.

Le 1er Septembre, l'Ingénieur en Chef de la Municipalité et un Inspecteur délégué de l'Administration des Chemins de fer prenaient réception des deux lignes prêtes que le concessionnaire voulait mettre en premier lieu en exploitation. L'une partait de la Place Sainte Catherine pour atteindre le faubourg de Gabbary en passant par la Colonne Pompée ; l'autre allant de Bab-Sidra, à l'Usine située sur le Canal Mahmoudieh.

Son Altesse le Khédivé exprima son désir d'assister à l'inauguration qu'il fixa au 13 septembre 1897. « La Réforme » chroniqueur : « La présence de S.A. le Khédivé a fait un grand plaisir à tous. Indigènes et européens sont heureux de voir le jeune souverain s'intéresser au développement économique du pays, et à toutes les entreprises qui peuvent accroître le bien-être de tous ».

La Presse se plaignit du bruit infernal des cornets à bouche dont les conducteurs faisaient usage lorsque le tramway était en marche : le premier claxon du genre.

Aujourd'hui, après 50 ans, la Compagnie nous a consigné ses lignes et nous roulons dans les mêmes voitures de l'époque, à moitié centenaires.

CONCLUSION

De ces quelques souvenirs, nous pouvons conclure que si notre bon'Ville, en un demi-siècle, a témoigné d'un prodigieux essor qui l'a transformée, — malgré qu'elle ait été traitée en parente pauvre

et qu'elle soit, malgré son âge et son expérience, encore mise sous tutelle —, son Esprit frondeur est demeuré le même. Et que, si l'on doit attribuer au zèle des Ediles de notre Institution municipale la paternité des progrès accomplis, il faut reconnaître... la maternité à l'esprit critique et aux sages conseils de ce *vox populi* de la Presse alexandrine, témoins les cinquante annales d'«Al-Bassir», organe bienveillante de notre vie sociale, dont nous fêtons aujourd'hui le Jubilé : *ad multos annos !*

MOUSTAPHA FAHMY

IMPRIMÉ
AUX
ÉTABLISSEMENTS PROCACCIA
ALEXANDRIE

